

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 20/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LE BRAS JEAN FRANCOIS**

PEN AR PRAD  
22420 Trégrom

Références : [SC-2025-05-14-02](#)  
Code AIOT : 0052206320

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2025 dans l'établissement LE BRAS JEAN FRANCOIS implanté PEN AR PRAD 22420 Trégrom. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LE BRAS JEAN FRANCOIS
- PEN AR PRAD 22420 Trégrom
- Code AIOT : 0052206320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une exploitation avicole autorisée pour 90 000 emplacements volailles de chair, soit une production annuelle de 16 658 UN, épandues en partie sur terres en propre ou exportées.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Élevages Rétention

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|---------------------|--|-------------------|
| 1  | Risques accidentels | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9    | Sans objet        |
| 2  | Risques accidentels | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15   | Sans objet        |
| 3  | Risques accidentels | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune anomalie relevée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Risques accidentels

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance de la nature et des risques des produits   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.<br>Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| <b>Constats :</b><br><br>Conforme  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Risques accidentels

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.<br>I. Tout stockage « en réservoir » de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;<br>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.<br>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.<br>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.<br>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.<br>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.<br>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.<br>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs « enterrés placés en fosse.<br>« L'exploitant veille au bon état des rétentions. »<br>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.<br>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.<br>II. Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes |

|  |
|--|
| <p>:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-100 % de la capacité du plus grand récipient ;</li> <li>-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;</li> <li>-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</li> </ul> <p>« Les dispositions du présent point sont applicables à compter du 1er janvier 2024 aux installations existantes ainsi qu'aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet de demande d'autorisation est antérieur au 1er novembre 2022. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

### N° 3 : Risques accidentels

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>« Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...]</li> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ;</li> <li>- [...]</li> </ul> <p>- Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2024.</p> <p>- Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par le biais du document unique d'évaluation des risques professionnels prévu aux articles R. 4121-1 et suivants du code du travail, lorsqu'il existe et dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |